

## **CHAPITRE IV : BALANCE DES PAIEMENTS ET DETTE EXTERIEURE**

La solidité marquée de la position financière extérieure de l'Algérie constitue l'élément pivot du renforcement, d'une manière soutenue, de la stabilité macroéconomique ces dernières années. En particulier, la forte réduction de la dette extérieure, liée notamment aux très forts remboursements par anticipation de la dette extérieure en 2006, conjuguée à la poursuite de l'accumulation des réserves de change ont fait émerger, en 2007, la position financière extérieure nette comme socle de la stabilité et de la croissance.

Ce qui est très appréciable, vu le contexte de chocs externes matérialisé par les turbulences sur les marchés financiers internationaux et la résurgence de l'inflation au niveau mondial. Cependant, le niveau élevé des prix du pétrole a contribué largement au renforcement de la viabilité de la balance des paiements en 2007.

### **IV.1 - BALANCE DES PAIEMENTS ET MARCHE DES CHANGES**

Avec le retour à l'équilibre macro financier dès le début des années 2000, la viabilité de la balance des paiements a émergé en tant que socle en la matière. Sa consolidation au cours des années 2001 à 2007 est renforcée par l'environnement externe favorable en terme d'évolution des prix des hydrocarbures. En effet, le prix moyen du baril de pétrole brut est passé de 65,85 dollars en 2006 à 74,95 dollars en 2007, soit un accroissement de 13,8%.

L'évolution au cours de l'année 2007 des principaux indicateurs de la balance des paiements extérieurs s'inscrit dans la tendance d'amélioration soutenue en la matière depuis l'année 2000. Cette évolution favorable confirme la remarquable robustesse de la position financière extérieure en 2007, nette de la dette. Le niveau record de l'excédent des paiements courants relativement au produit intérieur brut et, tout, particulièrement, le niveau des

réerves officielles de change atteint à fin 2007 confirme une telle viabilité renforcée.

#### **IV.1.1 - Situation de la balance des paiements : une viabilité renforcée**

L'année 2007 se caractérise, sous l'angle de la position extérieure, par une forte amélioration du solde global de la balance des paiements par rapport à l'année 2006 qui avait déjà enregistré des performances remarquables. L'excédent global (29,55 milliards de dollars) réalisé en 2007 a largement dépassé le surplus de l'année 2006 (17,73 milliards de dollars) dans un contexte de forte croissance des importations des biens et services. L'excédent global (19,84 milliards de dollars) des neuf premiers mois de 2007 a même dépassé le surplus de toute l'année 2006 (17,73 milliards de dollars).

En outre, et comparativement aux excédents semestriels de l'année 2006, les soldes de la balance des paiements du premier et second semestre 2007 montrent des améliorations notables au niveau du compte courant qui se sont matérialisées par des excédents de balance globale pour 12,57 milliards de dollars et 16,98 milliards de dollars, respectivement, au premier et second semestre 2007.

L'année 2007 se distingue de plus par un nouveau phénomène, à savoir que l'excédent global de la balance des paiements est proche du surplus courant extérieur qui est estimé à 30,60 milliards de dollars.

La viabilité de la balance des paiements est renforcée par l'environnement externe favorable en terme d'évolution des prix des hydrocarbures. Le prix moyen est passé de 65,08 dollars le baril de pétrole brut au second semestre 2006 à 66,36 dollars au premier semestre 2007, pour atteindre un prix moyen de 83,76 dollars au second semestre 2007. Pour l'année 2007, le prix moyen de baril de pétrole brut s'élève à 74,95 dollars contre 65,85 dollars pour l'année 2006, correspondant à une augmentation de 13,8 %.

En conséquence, les exportations des hydrocarbures sont évaluées à 59,61 milliards de dollars en 2007, soit un accroissement de 11,2 % et cela, malgré la baisse des exportations en volume. L'analyse du trend haussier des exportations des hydrocarbures exprimées en valeurs révèle, cependant, un effet de compression inhérent à la décroissance en volume de ces exportations en 2007, tout comme en 2006. En outre, la part des associés de l'entreprise nationale des hydrocarbures est en baisse (3,90 milliards de dollars) par rapport au niveau atteint en 2006 (5,29 milliards de dollars) et ce, même en rythme semestriel (1,85 milliard de dollars au premier semestre et 2,05 milliards de dollars au second semestre de 2007 contre 2,53 milliards de dollars au second semestre 2006). Cette tendance est liée au mécanisme de la taxe sur les profits exceptionnels qui a été instaurée en juillet 2006.

Par ailleurs, les exportations hors hydrocarbures demeurent faibles en 2007 (0,98 milliard de dollars), même en recul par rapport à l'année 2006 (1,13 milliard de dollars). La contribution des exportations hors hydrocarbures à la viabilité de la balance des paiements courants est très faible, ce qui pose avec acuité la nécessaire amélioration de la compétitivité externe face à l'ouverture accrue de l'économie nationale. D'où le défi inhérent à la diversification des exportations.

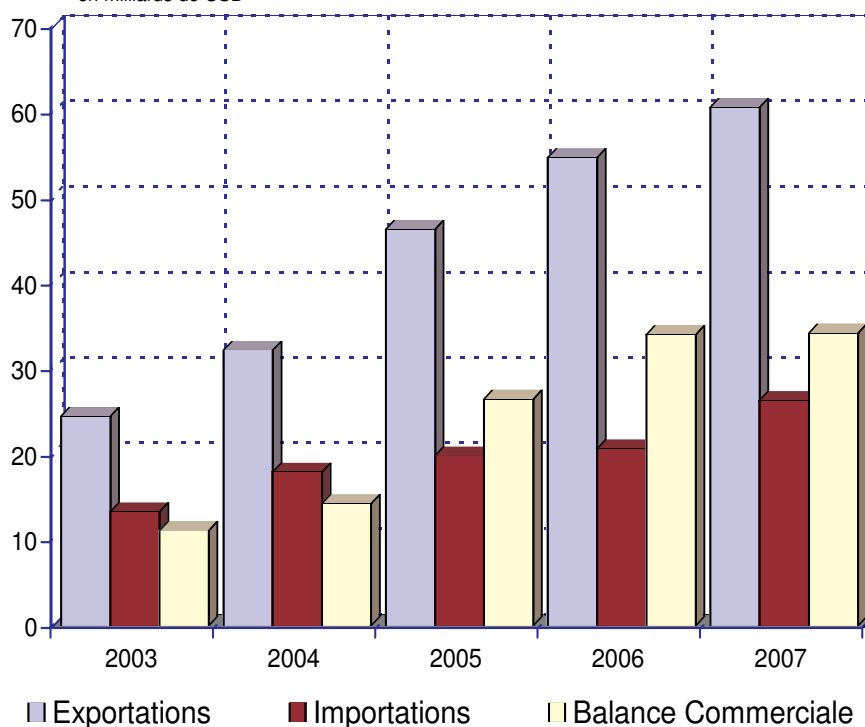
Le trend haussier des importations de biens entre 2003 et 2007, avec une relative pause en 2006, est un autre phénomène qui caractérise la balance courante notamment en 2007 où le taux de croissance en la matière a été de 27,4 %. Le niveau des importations a ainsi atteint 26,35 milliards de dollars contre 20,68 milliards de dollars en 2006 et 13,32 milliards de dollars en 2003. Pour l'année 2007, l'augmentation des importations est importante aussi bien pour les semi-produits (44 %) que pour les produits alimentaires (30,3 %) et les biens d'équipement industriels et agricoles (17,2 %). L'importante augmentation de l'importation des produits alimentaires est due en grande partie à l'envolée des prix de ces produits sur les marchés internationaux.

## BALANCE DES PAIEMENTS

GRAPHIQUE 7

### COMMERCE EXTERIEUR

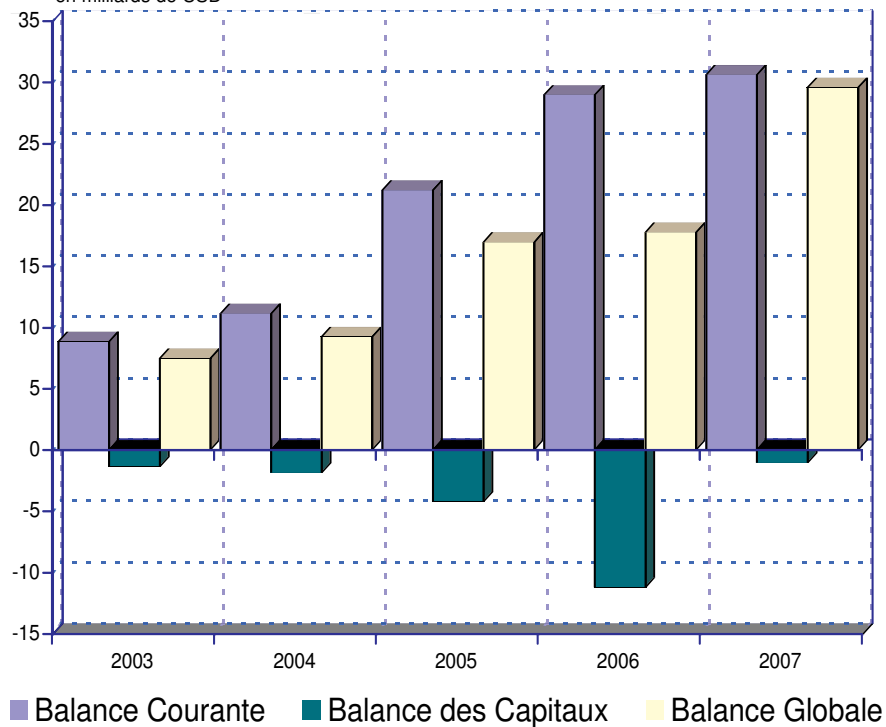
en milliards de USD



GRAPHIQUE 8

### SOLDES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

en milliards de USD



En outre, l'année 2007 se caractérise aussi par une très forte augmentation (45 %) des importations des services non facteurs (6,93 milliards de dollars en 2007 contre 4,78 milliards de dollars en 2006). Tout comme au premier semestre 2007 (3,30 milliards de dollars), l'importation des services non facteurs continue d'augmenter au second semestre 2007, mais à un rythme plus élevé. Leur montant est de 3,63 milliards de dollars au second semestre 2007 contre 2,59 milliards de dollars au second semestre 2006. Cette augmentation concerne l'importation des services de bâtiment et travaux publics, des services techniques et des services de transport maritimes et aériens. Cette tendance haussière est liée, notamment, à l'augmentation du taux d'investissement (investissement/PIB) : 35 % en 2007 contre 29,7 % en 2006. Cela est corrélé avec l'exécution du budget d'équipement de l'Etat.

Globalement, et sous l'angle des paiements courants, l'accroissement des exportations des hydrocarbures et la baisse des transferts des associés de l'entreprise nationale des hydrocarbures ont été compensés par la forte hausse des importations des biens et services.

Il importe de souligner que l'effet positif de la forte réduction de la dette extérieure en 2005 - 2006 est bien exprimé au niveau des services facteurs (paiement des intérêts) qui passent de 0,76 milliard de dollars en 2006 à seulement 0,23 milliard de dollars en 2007 et au niveau du compte capital où les remboursements en principal de la dette extérieure sont en forte baisse.

L'effet positif de la forte réduction de la dette extérieure en 2006 est également exprimé au niveau du compte capital de l'année 2007 où les remboursements en principal de la dette extérieure ne s'élèvent qu'à 1,28 milliard de dollars contre un "pic" de 12,87 milliards de dollars en 2006 et 4,46 milliards de dollars en 2005. En effet, et vu le faible déficit en 2007, le compte capital est marqué par une tendance à l'équilibre, d'autant plus que la rubrique investissements directs étrangers (nets) est au-dessus d'un milliard de dollars les trois dernières années et que l'amenuisement des mobilisations de crédits extérieurs est très significatif. Cette nouvelle situation du compte capital constitue

## BALANCE DES PAIEMENTS

	2003	2004	2005	2006	2007
	(En milliards de dollars E.U. ; sauf indication contraire)				
<b>Solde extérieur courant</b>	<b>8,84</b>	<b>11,12</b>	<b>21,18</b>	<b>28,95</b>	<b>30,60</b>
Balance commerciale	11,14	14,27	26,47	34,06	34,24
Exportations, ( f.o.b.)	24,47	32,22	46,33	54,74	60,59
Hydrocarbures	23,99	31,55	45,59	53,61	59,61
Autres	0,47	0,67	0,74	1,13	0,98
Importations, (f.o.b.)	-13,32	-17,95	-19,86	-20,68	-26,35
Services, hors revenus des facteurs, net	-1,35	-2,01	-2,27	-2,20	-4,04
Crédits	1,57	1,85	2,51	2,58	2,89
Débits	-2,92	-3,86	-4,78	-4,78	-6,93
Revenus des facteurs, net	-2,70	-3,60	-5,08	-4,52	-1,82
Crédits	0,76	0,99	1,43	2,42	3,82
Débits	-3,46	-4,59	-6,51	-6,94	-5,64
Paiements des intérêts	-1,18	-1,29	-1,03	-0,76	-0,23
Autres	-2,28	-3,30	-5,48	-6,18	-5,41
dont: part des associés de compagn. ne	-2,20	-3,12	-4,74	-5,29	3,90
Transferts, net	1,75	2,46	2,06	1,61	2,22
<b>Solde du compte de capital</b>	<b>-1,37</b>	<b>-1,87</b>	<b>-4,24</b>	<b>-11,22</b>	<b>-1,05</b>
Compte de capital				-0,01	
Investissements directs (net)	0,62	0,62	1,06	1,76	1,37
Capitaux officiels (net)	<b>-1,99</b>	<b>-2,49</b>	<b>-3,05</b>	<b>-11,89</b>	-0,77
Tirages	1,65	2,12	1,41	0,98	0,51
Amortissements	-3,03	-4,35	-4,46	-12,87	-1,28
Erreurs et omissions (net)	-0,61	-0,26	-2,25	-1,08	-1,65
dont: Solde monnaie fiduciaire				-0,13	0,36
Solde Crédits à court terme				0,06	-1,13
<b>Solde global</b>	<b>7,47</b>	<b>9,25</b>	<b>16,94</b>	<b>17,73</b>	<b>29,55</b>
<b>Financement</b>	<b>-7,47</b>	<b>-9,25</b>	<b>-16,94</b>	<b>-17,73</b>	<b>-29,55</b>
Augmentation des réserves brutes (-)	-7,03	-8,88	-16,31	-17,73	-28,27
Rachats au FMI	-0,44	-0,37	-0,63	0,00	0,00
Autres créances produits de placement à recevoir					-1,28
Pour mémoire :					
Réserves brutes (or non compris)	32,92	43,11	56,18	77,78	110,18
En mois d'importations des biens et services non facteurs	<b>24,32</b>	<b>23,72</b>	<b>27,36</b>	<b>36,66</b>	<b>39,73</b>
Valeur unitaire des Exportations du pétrole brut (dollars E.U./baril)	29,03	38,66	54,64	65,85	74,95

un élément de "sauvegarde", dans le contexte actuel de turbulences sur les marchés financiers internationaux où le désengagement des grandes banques, notamment sous la forme d'un durcissement de leurs conditions de crédit, dans un contexte d'aversion générale, de plus en plus marquée, à l'égard du risque sur les marchés financiers est bien significatif.

Au total, la position financière extérieure s'est particulièrement caractérisée en 2007 par un solde global de la balance des paiements qui représente presque le double de celui réalisé en 2006 et 2005. Cette performance est d'autant plus appréciable que cet excédent global est voisin de l'excédent de la balance courante ; ce dernier alimentant de facto les réserves officielles de change. En rythmes semestriels, une telle sur-performance a été surtout réalisée au second trimestre et au second semestre de l'année 2007, comme en témoigne le fort accroissement du niveau des réserves officielles de change au cours de ces deux périodes.

L'encours des réserves officielles de change est passé de 77,781 milliards de dollars à fin 2006 à 90,960 milliards de dollars à fin juin 2007 et à 110,180 milliards de dollars à fin 2007. L'importante reconstitution des réserves officielles à partir de l'année 2000 et le niveau atteint à fin 2007 placent l'Algérie parmi les principaux pays détenteurs de réserves officielles de change, c'est-à-dire les réserves de change détenues et gérées par les banques centrales. En particulier et depuis fin 2002, la position financière extérieure nette de l'Algérie est positive.

L'accroissement soutenu du niveau des réserves officielles de change, ces dernières années, s'est conjugué avec une diversification des devises de placement pour mieux gérer le risque de change entre les principales devises. La conduite de cette diversification corrélativement à la poursuite d'une gestion prudente des réserves en termes de niveau de risques inhérents aux instruments de placement a permis à la Banque d'Algérie de faire face aux turbulences sur les marchés financiers internationaux. De plus, la Banque d'Algérie a augmenté davantage les placements dans les actifs non risqués, même si le rendement de certains de ces instruments est conjoncturellement à la baisse.

Vu l'acuité des turbulences sur les marchés financiers internationaux et leurs effets négatifs sur les économies en développement, le niveau important des réserves officielles de change et la stabilisation du taux de change effectif réel du dinar, en contexte de viabilité à moyen et long terme de la balance des paiements, constituent une double garantie face à de tels chocs externes.

#### **IV.1.2 - Marché interbancaire des changes**

Dans le cadre de la libéralisation du régime des changes et en phase avec l'amélioration de la balance des paiements, le marché interbancaire des changes a été mis en place par la Banque d'Algérie dès début 1996. Parallèlement, le processus de convertibilité du dinar pour les transactions internationales courantes a été complété en 1997 lorsque l'Algérie a adopté les dispositions de l'article VIII des statuts du Fonds Monétaire International.

La politique de change de l'Algérie a pour objectif, depuis la seconde moitié des années 1990, la stabilisation du taux de change effectif réel de long terme du dinar à sa valeur d'équilibre déterminée par les fondamentaux de l'économie nationale.

En effet, l'équilibre des prix relatifs est l'ancrage pour une stabilité macro-économique durable retrouvée à partir du début des années 2000, car l'analyse du cycle long de l'économie nationale confirme que l'Algérie a connu, dans le passé, une longue période de déséquilibres financiers et d'ajustements corrélatifs dommageables pour la croissance et le développement économique.

Le taux de change effectif réel est un indicateur synthétique englobant les échanges commerciaux de l'Algérie avec quinze de ses principaux pays partenaires commerciaux représentant 88 % des échanges globaux de l'année de base (1995).

La méthode de calcul est fondée sur la détermination d'un indicateur de compétitivité sur la base de la pondération des taux

de change nominaux des pays partenaires et de leurs indices des prix à la consommation par leurs poids relatifs dans les échanges commerciaux avec l'Algérie.

Cette méthode de calcul, actuellement mise en œuvre par la Banque d'Algérie, lui permet d'intervenir sur le marché interbancaire des changes pour veiller à ce que le mouvement du taux de change n'affecte pas l'équilibre de long terme du taux de change effectif réel du dinar.

Les différentes études et évaluations de la politique du taux de change, selon les différentes approches méthodologiques élaborées tant par la Banque d'Algérie que par les services du Fonds Monétaire International, ont démontré que le taux de change effectif réel du dinar est proche, depuis 2003, de son niveau d'équilibre de long terme.

La politique de gestion du taux de change par la Banque d'Algérie s'inscrit dans le cadre de la politique dite de flottement dirigé du taux de change du dinar vis-à-vis des principales devises, monnaies des plus importants partenaires commerciaux de l'Algérie. L'objectif de la politique de change est donc d'assurer la stabilité du taux de change effectif réel du dinar.

Sous l'angle de l'offre, la Banque d'Algérie est le principal intervenant sur le marché interbancaire des changes, à mesure qu'une très grande partie des recettes d'exportation des hydrocarbures alimente les réserves officielles de change gérées par la Banque d'Algérie. Malgré l'augmentation graduelle des avoirs en devises des banques et établissements financiers, la Banque d'Algérie est restée la principale source de devises offertes sur le marché interbancaire des changes.

En ce qui concerne le cadre opérationnel de gestion des réserves de change, la Banque d'Algérie s'est dotée d'une infrastructure à la pointe du progrès et d'une organisation répondant aux standards internationaux. Aussi, la Banque d'Algérie a acquis une expertise pour opérer sur les marchés financiers internationaux.

La Banque d'Algérie renforce également la supervision bancaire, en phase avec le développement des opérations des banques et établissements financiers sur le marché interbancaire des changes. La détermination des cours de change du dinar, applicables aux opérations conclues suivant les règles et usages internationaux, relève des mécanismes de ce marché.

Au cours de l'année 2007, la Banque d'Algérie a poursuivi ses interventions sur le marché interbancaire des changes avec une offre de devises en hausse et ce, face à une augmentation moindre de la demande qui avait été stimulée en 2006 par les remboursements anticipés de la dette extérieure.

Devant les fortes fluctuations des taux de change des principales devises sur les marchés des changes internationaux, la Banque d'Algérie a poursuivi, en 2007, sa politique de flottement dirigé pour assurer la stabilisation du taux de change effectif de la monnaie nationale. Le cours moyen du dollar est passé de 71,3008 dinars au premier trimestre 2007 à 70,4280 dinars au deuxième trimestre 2007 et à 68,6330 dinars au troisième trimestre 2007, pour se situer à 67,1643 dinars au quatrième trimestre 2007. Le cours moyen de l'euro s'est établi à 93,4709 dinars au premier trimestre et à 94,9236 dinars au second trimestre 2007, pour ensuite passé de 94,2647 dinars au troisième trimestre 2007 à 97,2715 dinars au quatrième trimestre 2007.

En effet, au cours du second semestre 2007, les cours nominaux du dinar ont continué à s'apprécier par rapport au dollar. Comme pour les semestres précédents, la Banque d'Algérie a continué au cours du second semestre 2007 à stabiliser le taux de change effectif réel à un niveau proche de l'équilibre.

Les évolutions des cours de change du dinar par rapport au dollar et à l'euro au cours de l'année 2007 traduisent la poursuite de la stabilisation du taux de change effectif réel du dinar, ancrée sur une forte position financière extérieure nette et ce, malgré la volatilité accrue sur les marchés des changes des principales devises.

## **IV.2 - EVOLUTION DE LA DETTE EXTÉRIEURE : RENFORCEMENT DE LA SOUTENABILITÉ**

Après le rééchelonnement de la dette extérieure auprès du Club de Paris et du Club de Londres entre 1994 et 1998, pour faire face à l'acuité du poids de l'endettement extérieur, l'amélioration de la position financière extérieure de l'Algérie à partir du début des années 2000 a permis de ramener les indicateurs de la dette extérieure à des niveaux soutenables, particulièrement depuis 2004, avec la mise en œuvre des remboursements par anticipation.

La poursuite des remboursements par anticipation au cours de l'année 2005 et leur accélération en 2006 a permis une forte réduction de la dette publique extérieure, témoignant du succès de la politique de désendettement extérieur de l'Algérie et du niveau de sécurité financière extérieure. La situation de la dette extérieure en 2007 confirme cette performance.

### **IV.2.1 Structure de la dette extérieure**

L'encours de la dette extérieure totale n'est plus que de 5,606 milliards de dollars à fin 2007, à concurrence de 4,889 milliards de dollars au titre de la dette à moyen et long terme et de 717 millions de dollars US de dette à court terme (de durée inférieure à 12 mois). Après une relative stabilisation de 2001 à 2003, autour de 22,5 - 23 milliards de dollars, le niveau de l'encours de la dette extérieure à moyen et long terme connaît une tendance baissière depuis l'année 2004, reculant à 16,485 milliards de dollars à fin 2005 puis à 5,062 milliards de dollars à fin 2006 et, enfin, à 4,889 milliards de dollars à fin 2007.

Cet encours comporte une dette extérieure non garantie par l'Etat ou par un organisme public, qui a commencé à prendre de l'ampleur depuis 2003. Cette dette spécifique s'élève à 1,067 milliards de dollars à fin 2007, alors que qu'elle était de moins de 20 millions de dollars à fin 2000. Il s'agit de dettes contractées par des entreprises privées, entièrement sous contrôle étranger, ayant procédé à des investissements directs en Algérie.

Après le remboursement total des crédits de rééchelonnement, la structure de l'encours de la dette à moyen et long terme par type de crédit, à fin 2007, montre une nouvelle tendance.

Les crédits bilatéraux représentent 79 % de l'encours de la dette extérieure à moyen et long terme et se répartissent entre les crédits commerciaux garantis (45 %) et les crédits gouvernementaux (34 %).

Les crédits financiers, quant à eux, atteignent 14,5 % en 2006 et 16,3 % en 2007 de l'encours de la dette à moyen et long terme. Depuis l'année 2002, ces crédits connaissent une hausse relativement significative pour se situer à 796 millions de dollars à fin 2007 contre 736 millions de dollars à fin 2006 et moins de 100 millions de dollars pour les années 2000 et 2001.

Les crédits multilatéraux ne représentent plus que 5 % de l'encours de la dette extérieure à moyen et long terme à fin 2007 contre 8 % à fin 2006, se répartissant entre les deux principaux créanciers : la Banque Mondiale et la Banque Européenne d'Investissement.

Par ailleurs, l'encours de la dette publique ou garantie par un organisme public s'élève à 1,271 milliard de dollars, soit 26 % de l'encours de la dette extérieure à moyen et long terme à fin 2007 suite aux opérations de remboursement par anticipation, contre 20 % en 2006.

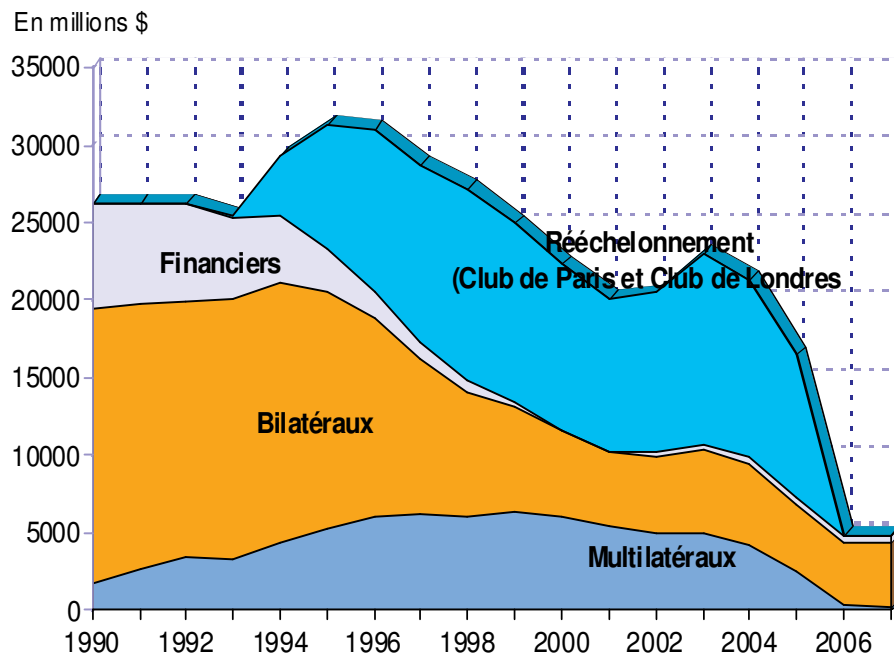
#### **IV.2.2 - Evolution des mobilisations et du service de la dette**

Les mobilisations pour l'année 2007 ont enregistré une baisse relative, en raison de la politique de désendettement de l'Algérie.

En effet, le montant des mobilisations a notablement baissé en 2007 par rapport aux années précédentes, passant de 650 millions de dollars US en 2006 à 425 millions de dollars US en 2007. La dette privée non garantie représente 60 % du total des mobilisations en 2007 contre 67 % en 2006 et 38 % en 2005.

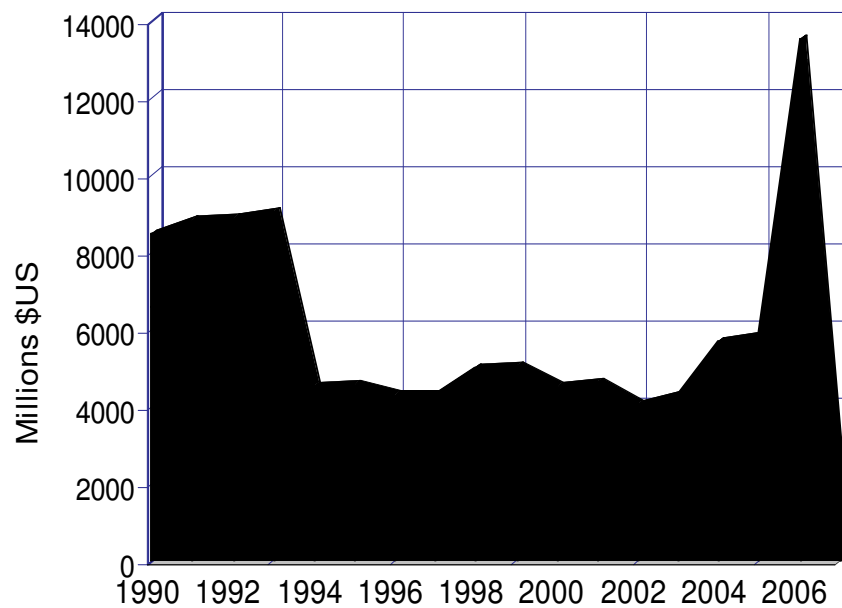
**GRAPHIQUE 9**

**ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE A M & L T.  
PAR TYPE DE CREDITS**



**GRAPHIQUE 10**

**SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE A M & L T**



La structure des mobilisations a enregistré un changement et se présente comme suit :

- les crédits financiers sont restés presque à leur niveau de 2006 en passant de 47 % du total des mobilisations en 2006 à 46 % en 2007;
- les crédits bilatéraux, avec une part relative de 51 % en 2007 contre seulement 42 % en 2006 constituent la part la plus importante des mobilisations de crédits extérieurs ;
- et, les crédits multilatéraux ne représentent plus que 4 % du total des mobilisations en 2007.

### Encours et structure de la dette extérieure à fin 2007

	2003	2004	2005	2006	2007
	(En milliards de dollars EU)				
Crédits multilatéraux	5,029	4,227	2,588	0,402	0,226
Emissions obligataires	0,710	0,000	0,000	0,100	0,100
Crédits bilatéraux	5,265	5,212	4,116	3,894	3,851
Crédits gouver. directs	1,414	1,833	2,192	1,879	2,175
Créd. acheteur.& fourn. assurés	3,851	3,379	1,924	2,015	1,676
Crédits financiers	0,438	0,508	0,573	0,636	0,696
Crédits finan. & crédits-bail	0,266	0,402	0,152	0,101	0,276
Opérations de reprofilage	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Financement d'acomptes	0,172	0,106	0,421	0,535	0,420
Crédits commer. non assurés	0,227	0,094	0,097	0,030	0,016
Crédits fournisseurs	0,227	0,094	0,097	0,030	0,016
Autres crédits	-	-	-	-	-
Crédits de rééchelonnement	12,244	11,370	9,111	0,000	0,000
Créanciers officiels	10,523	9,971	8,153	0,000	0,000
Autres créanciers	1,721	1,399	0,958	0,000	0,000
<b>Total dette à M. &amp; L. terme</b>	<b>23,203</b>	<b>21,411</b>	<b>16,485</b>	<b>5,062</b>	<b>4,889</b>
Total dette à court terme *	0,150	0,410	0,707	0,550	0,717
<b>Total dette extérieure</b>	<b>23,353</b>	<b>21,821</b>	<b>17,192</b>	<b>5,612</b>	<b>5,606</b>

\* D'une durée initiale d'une année et moins

Pour l'année 2007, les principaux secteurs bénéficiaires des mobilisations des crédits sont : le secteur des transports et communication (29 %), l'industrie des biens intermédiaires (21 %), les services non marchands fournis aux collectivités (20 %) et le secteur du commerce avec (13 %).

En matière de service de la dette, l'année 2007 totalise 1,430 milliard de dollars US, dont 1 217 millions de dollars US pour le principal, 332 millions de dollars US en remboursements par anticipation et 214 millions de dollars US pour les intérêts. Un tel service de la dette ne représente plus que 2,26 %, hors remboursements par anticipation, par rapport aux exportations, contre 4,15 % en 2006, 9,5 % en 2005 et 39,1 % en 1999.

En particulier, le service de la dette à la charge du budget de l'Etat ne représente plus que 12 % du service total de la dette, après avoir atteint 85 % en 2006 lors des remboursements anticipés de la totalité de la dette rééchelonnée en Club de Paris et Club de Londres.

#### **IV.2.3 - Des principaux ratios d'endettement**

Les principaux ratios d'endettement extérieur continuent de s'améliorer en 2007, témoignant de la bonne soutenabilité de la dette extérieure.

La structure de la dette par devises montre que les parts des principales devises composant la dette extérieure sont légèrement modifiées par rapport à celles de l'année 2006. La part du dollar qui n'était que de 43 % en 2006 passe à 40 % en 2007, tandis que la part de l'euro passe à 49 % en 2007 contre 47 % en 2006. La part du yen baisse à 4 % en 2007 contre 5 % en 2006. Le DTS et les devises qui lui sont liés disparaissent quasiment dans la structure de la dette extérieure de l'Algérie tandis que les autres monnaies représentent 7 % en 2007.

Le taux de change du dollar s'est déprécié durant l'année 2007, le cours euro/dollar ayant passé de 1,3175 à fin 2006 à 1,4715 à fin 2007. Cette évolution a produit un effet de change négatif qui a occasionné une augmentation de l'encours de la dette de 277

millions de dollars. L'effet négatif sur le service de la dette extérieure de l'année 2007 est estimé à 30 millions de dollars.

Quant à la répartition de la dette à moyen et long terme, par taux d'intérêts, elle a subi un léger changement :

- la part à taux fixe est passée de 72 % en 2006 à 78 % en 2007 ;
- et, la part à taux variable a reculé de 28 % en 2006 à 22 % en 2007.

Le taux fixe moyen annuel de la dette pour l'année 2007 s'élève à 3,98 % contre 3,45 % en 2006.

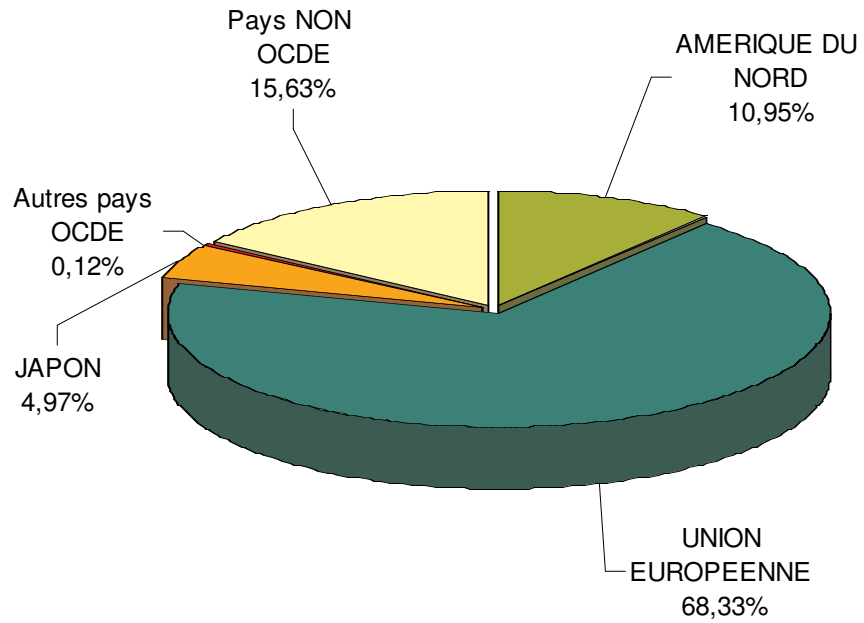
En outre, pour l'année 2007 et après remboursements par anticipation, le délai moyen de remboursement de la dette à moyen et long termes restante est de 58 mois soit presque cinq (5) ans, tandis que la maturité moyenne s'élève à 101 mois (8 ans et 4 mois). Ces dernières années, l'écart entre le délai moyen et la maturité moyenne est resté stable.

Les autres indicateurs de la dette extérieure à moyen et long terme confirment la nette amélioration de la situation de l'endettement extérieur depuis le début des années 2000, à en juger notamment par :

- le ratio Encours/PIB continue de reculer en passant de 19,3 % en 2005 à 4,44 % en 2006 pour atteindre 3,62 % en 2007. Ceci est expliqué par l'augmentation plus rapide du produit intérieur brut par rapport à l'encours de la dette extérieure. Ce qui est très en deçà du pic de 76 % atteint en 1995, c'est à dire en période de rééchelonnement ;
- le ratio Service/Exportations de biens et services est tombé à 2,26 % en 2007 contre 4,15 % en 2006 ;
- le ratio Intérêts/Exportations de biens et services suit une tendance baissière depuis 1995, à l'exception de l'année 1998 où il a atteint 18,3 % en raison de la forte baisse des exportations. Il tombe à 2,2 % en 2005 puis chute à 1,05 % en 2006, et à 0,33 % en 2007 ;

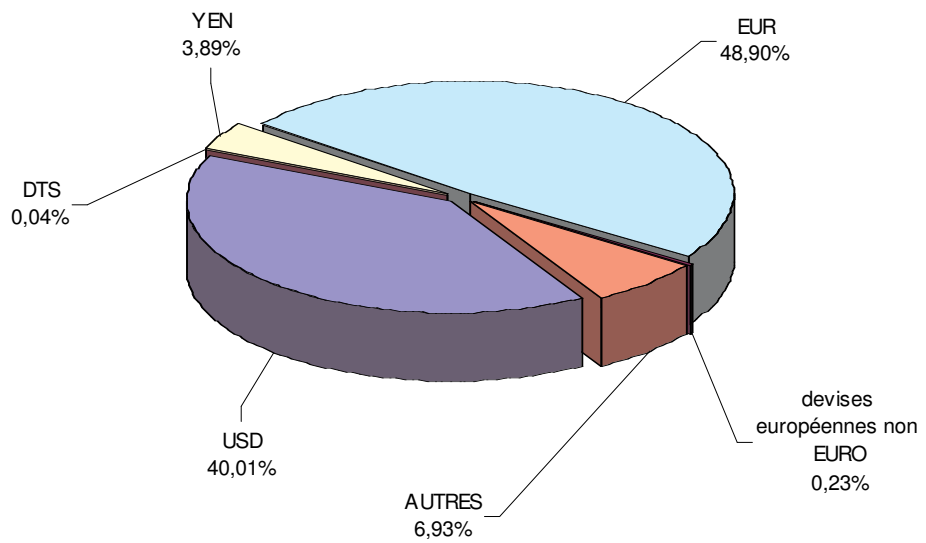
**GRAPHIQUE 11**

**REPARTITION GEOGRAPHIQUE DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE AU 31/12/2007**



**GRAPHIQUE 12**

**STRUCTURE DE LA DETTE EXTERIEURE A M & L T PAR DEVISE AU 31/12/2007**



- le ratio Encours/Exportations de biens et services est de 0,08 en 2007. Il ne cesse de s'améliorer depuis 1995 à l'exception de l'année 1998 vu le niveau des prix des hydrocarbures de l'année 1998.

La stratégie de réduction de la dette extérieure à moyen et long terme au moyen des remboursements par anticipation a permis de faire chuter le ratio dette extérieure/PIB à environ 3,6 % en 2007 contre environ 58 % en 1999, pendant que le ratio du service de la dette extérieure par rapport aux exportations des biens et services n'est plus que de 2,26 % en 2007.

Au total, la mise en œuvre soutenue de la décision stratégique de réduction de la dette extérieure de l'Algérie, a permis un emploi économiquement efficient des ressources financières disponibles, d'autant plus que les turbulences sur les marchés financiers internationaux depuis mi 2007 ont vite conduit à un durcissement des conditions de crédits extérieurs.



ERROR: syntaxerror  
OFFENDING COMMAND: --nostringval--

STACK:

(chap\_04\_07.qxd)  
/Title  
( )  
/Subject  
(D:20080511124150)  
/ModDate  
( )  
/Keywords  
(PDFCreator Version 0.8.0)  
/Creator  
(D:20080511124150)  
/CreationDate  
(Administrateur)  
/Author  
-mark-